

Max Petitpierre, le courage de négocier avec les «méchants»

par Guy Mettan,* Genève



Guy Mettan.
(Photo mad)

Mercredi 18 mars, nous avons fêté le 80^e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre la Suisse et la Russie (soviétique à l'époque).

Le moins qu'on puisse dire est que ces relations ont été tumultueuses. En 1945, alors qu'il vient d'accéder au Conseil fédéral comme ministre des Affaires étrangères, *Max Petitpierre* se trouve dans une situation très délicate. Les deux principaux vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis et l'Union soviétique, en veulent à la Suisse à cause de ses relations avec l'Allemagne nazie. Le pays se retrouve complètement isolé. En dix-huit mois, Max Petitpierre va pourtant rétablir la situation, tant avec les Américains qu'avec les Soviétiques, malgré son anti-bolchévisme. Avec un brio et une audace qui devraient inspirer nos dirigeants politiques aujourd'hui.

D'un côté, les Alliés reprochent à la Suisse d'abriter l'or et de nombreux avoirs nazis dans ses banques et de ne pas vouloir les restituer au nom du secret bancaire. Par rétorsion, les Etats-Unis ont bloqué les avoirs suisses déposés chez eux et boycottent les entreprises nationales qui ont commercé avec le IIIe Reich.

De l'autre, l'Union soviétique est fâchée contre la Suisse depuis qu'en 1923, la Suisse, par anti-communisme, a acquitté un de ses ressortissants, *Maurice Conradi*, qui avait assassiné le diplomate russe *Vatslav Vorovski* à Lausanne. En 1924, la Suisse persiste à refuser de reconnaître l'URSS alors que toutes les autres puissances l'ont fait, si bien que les liens diplomatiques sont rompus. Le comité *Aubert* et la propagande anti-communiste se déchaînent.

* *Guy Mettan* (1956) est politologue, journaliste indépendant et auteur. Il a commencé sa carrière journalistique en 1980 à la «Tribune de Genève» dont il a été le directeur et le rédacteur en chef de 1992 à 1998. De 1997 à 2020, il a été directeur du «Club suisse de la Presse» à Genève. Il est membre du Grand Conseil genevois depuis 25 ans.



Le conseiller fédéral suisse Max Petitpierre, assis à droite, et le chef de la délégation soviétique, le général Nikolai Slavin, assis au centre, lors de la signature des quatre Conventions de Genève de 1949 et des deux protocoles additionnels, le 12 août 1949 à Berne. (KEYSTONE/PHOTOPRESS-ARCHIV/Str)

Mais vingt ans plus tard, fin 1944, alors que l'URSS apparaît comme le principal vainqueur de l'Allemagne hitlérienne sur le continent et que les Etats-Unis font pression pour récupérer l'or et les biens nazis, la situation suisse devient intenable.

Petitpierre va agir sur les deux fronts avec la même détermination. Il dépêche l'un de ses meilleurs diplomates, *Walter Stucki*, à Washington. Après plusieurs rebuffades, celui-ci arrive à négocier un accord inespéré, le 25 mai 1946, au terme duquel la Suisse verse 250 millions de francs aux Américains en échange de la levée des sanctions contre la *Banque nationale suisse* (BNS), accusée de receler l'or nazi, et les entreprises suisses. Les avoirs allemands en Suisse sont répartis à raison de 50% pour la reconstruction de l'Europe et 50% pour les victimes suisses de la guerre. Le ciel est dégagé côté occidental et la Suisse peut reprendre tant ses relations commerciales que diplomatiques avec les «Alliés de l'Ouest».

Quant aux relations avec l'«Allié de l'Est», l'Union soviétique, elles ont été réglées quelques mois auparavant, le 18 mars 1946 précisément. Pour Petitpierre, c'était une priorité. Il dut pourtant se faire violence, lui qui était issu d'une famille neuchâteloise bourgeoise et antibolchévique (russophobe, dirait-on aujourd'hui).

Sous pression, il fait lever le blocage des avoirs soviétiques en octobre 1945. 20 millions de

francs sont versés aux Russes et on solde le problème des 10 000 prisonniers de guerre soviétiques détenus en Suisse. Puis à l'initiative de l'ambassadeur suisse en Yougoslavie, *Eduard Zellweger*, des négociations s'ouvrent à Belgrade, qui aboutissent à l'accord du 18 mars, le Conseil fédéral modifiant «son attitude antérieure dans la mesure où elle a été inamicale à l'égard de l'URSS.» Un mot qui résonne fortement avec les reproches formulés par la Russie contemporaine, qui considère la Suisse comme «inamicale» depuis qu'elle a pris fait et cause pour l'Ukraine en 2022 malgré sa neutralité affichée ...

La voie est donc libre pour la reprise, fort timide, des relations commerciales, et plus intense, des relations diplomatiques. En 1954, en pleine guerre froide, la Suisse accueillera à Genève les négociations sur la Corée et l'Indochine qui aboutiront aux *Accords de Genève*, et en 1955 le *Sommet des quatre Grands* entre *Eisenhower*, *Khrouchtchev*, *Anthony Eden* et *Edgar Faure*, dégageant la route pour le développement de ce qui allait devenir la Genève internationale et le rôle de médiateur que nous avons connu jusqu'en 2022.

Mieux: malgré ses préjugés, Petitpierre a compris la nature des changements en cours.

En 1955 toujours, il affirme qu'il s'est «toujours efforcé de comprendre le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, qui n'est plus le même que celui que nous avons connu pendant la guerre, un monde qui me paraît se transformer chaque jour. Nous nous trouvons dans une évolution dont il me semble impossible de discerner

Max Petitpierre (canton de Neuchâtel)

né le 26 février 1899, décédé le 25 mars 1994.

Etudes de droit, doctorat, brevet d'avocat et de notaire,

à partir de 1932, professeur extraordinaire de droit international privé et procédure civile à l'Université de Neuchâtel.

Elu au Conseil fédéral le 14 décembre 1944, démissionnaire le 30 juin 1961.

Après sa démission, Max Petitpierre fit partie du CICR (1961–1976).

(Source <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/004647/2014-04-22>)

à quoi elle aboutira. [...] Cette évolution est conduite par des forces collectives puissantes, beaucoup plus que par des hommes et des gouvernements. [...] Pendant les siècles de sa suprématie, l'Occident orgueilleux a cru qu'il avait le monopole de la civilisation et de la puissance politique. Il avait sans doute la puissance, mais il lui a peut-être manqué la sagesse, la clairvoyance et la mesure.» (Cité par M. *Perrenoud*, «le Temps» du 16 février 2023).

Alors que la haine se déchaîne contre les Russes, au nom d'une russophobie aveugle, contre les Iraniens, au nom d'un antiislamisme borné, contre les Palestiniens, au nom d'un antisémitisme excessif, ou contre les Juifs, au nom d'un antisionisme virulent, il serait bon que les dirigeants et les partis politiques suisses retrouvent la sagesse, la clairvoyance et la mesure de Max Petitpierre. Il en va de la place de la Suisse sur la scène mondiale pendant les 80 prochaines années ...